Afrique ambiguë ?

Jean-Luc Racine

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/transcontinentales/394>

DOI : 10.4000/transcontinentales.394

ISBN : 978-2-8218-1408-0

ISSN : 1775-397X

Éditeur

Editions de la maison des sciences de l'homme

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2006

Pagination : 5-9

ISBN : 2200-92169-1

ISSN : 1950-1684

Référence électronique

Jean-Luc Racine, « Afrique ambiguë ? », *Transcontinentales* [En ligne], 2 | 2006, document 1, mis en ligne le 30 septembre 2012, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/transcontinentales/394> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/transcontinentales.394>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

Tous droits réservés

Afrique ambiguë ?

Jean-Luc Racine

- 1 Voici près d'un demi-siècle, en 1957, Georges Balandier publiait chez Plon, dans la jeune collection «Terre humaine», un ouvrage intitulé *Afrique ambiguë*. Il y analysait, à l'heure de la colonisation finissante, les formes multiples de la dialectique complexe qui faisait naître une Afrique nouvelle, entre usages et réinvention de la tradition; héritage des cadres administratifs et économiques coloniaux, et volonté de transformation et d'indépendance. Cette dialectique jouait à tous les niveaux : l'ambiguïté affectait aussi bien les stratégies de reconstruction sociale ou politique que le statut de la femme, celui de l'individu, celui du groupe. Face aux initiatives des acteurs de changement, les observateurs d'alors hésitaient «à voir en elles des phénomènes d'essence “réactionnaire” ou au contraire d'essence “révolutionnaire”¹».
- 2 Aujourd'hui, l'ambiguïté a changé de nature (jusqu'à quel point?), mais elle reste de mise. On connaît, ou l'on croit connaître, l'Afrique des désastres, des tueries et des massacres (Rwanda, Congo, Darfour); l'Afrique des États en crise et de la crise de l'État (Côte d'Ivoire, Tchad, Zimbabwe), celle des proclamations et des échecs de la communauté internationale, celle des mortelles pandémies. On découvre l'Afrique en mouvement, celle des transitions démocratiques prometteuses (Afrique du Sud, Libéria), celle des taux de croissance économique plus qu'honorables (Botswana, Mozambique, Ouganda, Madagascar), celle d'une créativité et d'une vitalité artistique qui se manifeste ou qui s'expose en Afrique, en Europe, aux États-Unis. On peut donc légitimement parler d'Afrique plurielle². C'est aussi sous ce titre que l'administrateur du programme des Nations unies pour le développement et que le directeur général de l'Agence française de développement, dans une tribune récente, ont dressé un bilan contrasté, entre l'Afrique des drames, celle du succès, et celle «des situations intermédiaires». Ils jugent «l'Afrique plurielle mal placée dans la course aux Objectifs du Millénaire», qui risquent fort de ne pas être atteints en 2015, mais les avancées obtenues, ici ou là, encourageant la mobilisation. Pour eux, «la question n'est donc pas “que faire d'une Afrique en déroute”, comme cela est trop souvent posé, mais “que peut-on apprendre des succès africains” et “comment diffuser leurs enseignements”³?»

- 3 Pour autant, Afrique plurielle ne veut pas dire Afrique éclatée. Derrière les disparités qui la marquent, il importe de voir aussi comment l'Afrique tout entière est soumise au système économique mondial; comment se mettent en place de nouvelles instances collectives telles que l'Union africaine ou le NEPAD (New Partnership for Africa's Development); comment des réseaux trans-africains se déploient; comment les crises elles-mêmes ont souvent des dimensions transfrontalières. Derrière les histoires spécifiques, tragiques ou positives, il faut identifier les grands paramètres qui sont en jeu, sous des modalités diverses : l'articulation de l'État et de la société, celle du pouvoir et de la gouvernance, le rôle des élites et l'émergence de la société civile, les mécanismes et les circuits économiques, la crise de la santé publique, la croissance démographique. L'Afrique est riche de multiples ressources, mais celles-ci sont aussi bien le terreau potentiel de la croissance que le moteur des manipulations et des conflits : on a parlé de la «malédiction du pétrole», du «sang du cacao», de la «guerre des diamants». Elles sont aussi, ces ressources, l'aimant qui attire en Afrique de nouveaux acteurs extérieurs, la Chine au premier chef.

- 4 C'est à cette Afrique ambiguë, à cette Afrique plurielle, que ce deuxième numéro de Transcontinentales consacre son dossier. Comment combiner les deux volets, celui si criant qui nourrit l'afro-pessimisme ou qui clame comme Stephen Smith que «l'Afrique meurt⁴», et celui qui rappelle qu'à maints égards, l'Afrique s'invente, innove et construit? Quel sens donner à la pluralité, terme commode, mais qui n'efface pas l'ambiguïté de naguère?⁵ Laurent Fourchard, qui dirigea l'Institut français d'études africaines à Ibadan, au Nigeria, répond en introduisant ce dossier par un texte synthétique qui recadre le contexte d'ensemble et qui dessine le champ théorique des analyses récentes de l'Afrique, avant de structurer son argumentaire autour de quatre grandes questions abordées par les auteurs de ce recueil : la montée des puissances moyennes en Afrique, qu'illustre l'étude de la politique étrangère de l'Afrique du Sud menée par Garth le Pere, directeur exécutif de l'Institute for Global Dialogue, think tank sud-africain; la question des conflits, dont Gérard Prunier, directeur du Centre français d'études éthiopiennes montre, à propos du Soudan, qu'un traité de paix porté par la communauté internationale ne garantit pas en soi une sortie de crise durable; la dialectique entre autoritarisme et libéralisation politique mesurée, vue par le biais de la presse togolaise, étudiée par Brice Rambaud, doctorant bordelais lié à l'Institut français de recherche en Afrique de Nairobi; les nouvelles dynamiques démographiques, économiques et migratoires, étudiées par Aurelia Wa Kwabe-Segatti, directrice de l'Institut français d'Afrique du Sud, qui souligne comment l'Afrique méridionale, pôle de relative prospérité, redessine les réseaux migratoires africains, internes au continent, ou projetés bien au-delà de lui.

- 5 Mais l'Afrique dans la mondialisation, l'Afrique de la croissance, comme celle des crises, n'est pas seulement portée par les réseaux de toutes sortes qui irriguent ou qui drainent le continent. C'est bien sur «les institutions capables de mettre en oeuvre les politiques publiques» et sur la question de l'État que Laurent Fourchard conclut son tour d'horizon, jetant les ponts vers le dernier élément de notre dossier : l'entretien qu'a accordé à Transcontinentales John Lonsdale, professeur d'histoire de l'Afrique à l'université de Cambridge. Dans un va-et-vient entre passé et présent, Afrique et Europe, logiques sociales et ordre mondial, John Lonsdale passe en revue les héritages qui ont façonné l'Afrique postcoloniale, éclaire les usages de l'ethnicité et ses relations avec l'État et la citoyenneté. Il souligne les ambiguïtés de l'action humanitaire, la

réalité des inégalités à l'heure où les dirigeants africains négocient avec la communauté internationale. Les pratiques politiques africaines post-coloniales ayant acquis leur autonomie peu à peu, il appelle à «prêter beaucoup plus d'attention aux disparités accrues entre pays africains», particulièrement manifestes au crible de l'inégale efficacité étatique. Il appelle aussi à mieux connaître l'histoire pour évaluer à sa juste mesure la tradition critique propre aux sociétés africaines, source où peut s'alimenter une citoyenneté active qui reste l'un des fondements des démocratisations en cours et de la bonne gestion des dynamiques sociales.

- 6 Comment ne pas penser ici, comme en écho aux réflexions de l'historien britannique, à ce que le philosophe béninois Paulin Hountondji souligne, lui, l'ancien ministre de l'Éducation puis de la Culture, ayant quitté le pouvoir quand il l'a jugé nécessaire? Le besoin d'une pensée critique indépendante «pour une transformation économique, politique et technologique de la société africaine», l'importance d'une histoire africaine des idées (qui ne vaut en rien adhésion à «l'ethnophilosophie» des chantres de la sagesse africaine traditionnelle), et la nécessité de développer des centres intellectuels africains en Afrique même ⁶. Ce que fit ce normalien de la rue d'Ulm en créant, au Bénin, le Centre africain des hautes études. L'Afrique en mouvement, c'est aussi, impérativement, celle des chemins de la pensée.

Variations

- 7 Les varia, pour leur part, offrent des études contrastées, tant par leur sujet que par leur méthode d'approche. Deux textes de réflexion sur des points chauds du globe, l'un sur l'Iran, l'autre sur le Népal, encadrent une étude fine sur la politique européenne de l'Allemagne en direction des marges de l'Union.

Clés pour l'Iran d'aujourd'hui

- 8 À l'heure de la présidence Ahmadinejad, et des tensions qu'elle suscite, Bernard Hourcade a choisi de prendre du recul, pour trouver les clés de l'Iran contemporain dans la dialectique des trois «i» : l'Islam, ou l'identité religieuse; l'Iran, ou le nationalisme; l'International, ou l'insertion, difficile, dans le monde. L'ancien directeur de l'Institut français de recherche en Iran met en garde contre les idées fausses, qui ont conduit «à de graves erreurs d'analyse», une leçon à méditer au moment où la crise nucléaire tend un peu plus encore les relations de Téhéran avec la communauté internationale, et tout particulièrement avec Washington. Derrière l'image des ayatollahs, il faut mesurer «la force de l'islam moderne»; derrière la tradition poétique persane, «la qualité des scientifiques iraniens»; derrière le voile, «la montée irréversible de forces nouvelles comme la socialisation des femmes» ou «les ambitions de la jeunesse». Vingt-cinq ans de relatif isolement et l'héritage de la guerre Irak-Iran, pendant laquelle l'Occident soutenait Saddam Hussein, ont laissé des traces et expliquent pour une part «l'inexpérience internationale des nouvelles générations», celle des anciens Gardiens de la Révolution. La crise nucléaire, comme la politique de Téhéran en Irak, témoignent pourtant de la «montée en puissance de la composante internationale de l'identité iranienne nouvelle, même si le discours islamiste et nationaliste domine». L'enjeu est donc considérable. Les clés offertes par Bernard Hourcade éclairent le débat qui anime aujourd'hui les analystes, dont certains

dénoncent comme Thérèse Delpech «la démission des nations» face à la politique iranienne de nucléarisation, tandis que d'autres, tel Jean-François Bayart, jugent peu vraisemblable «une menace islamo-révolutionnaire», l'Iran ayant «renoncé au mythe de la révolution islamique dans tous les pays musulmans pour privilégier ses intérêts d'État», la capacité nucléaire recherchée ne visant qu'à «sanctuariser le territoire national⁷.»

L'Allemagne, l'Europe, l'Est et le Sud

- 9 Comme en contrepoint, dans un espace européen construit tout entier sur la logique d'intenses relations internationales au service d'une paix partagée, s'inscrit l'étude d'Elsa Tulmets. Chercheuse tchèque formée au Centre Marc Bloch de Berlin, actuellement à l'Institut européen de Florence, Elsa Tulmets analyse de très près la façon dont l'Allemagne, après la réunification, a défini sa participation à la politique européenne d'élargissement vers l'Est et comment la politique européenne de voisinage, mise en place en 2003, ouvre pour Berlin de nouveaux horizons, non seulement vers l'Ukraine et ses voisins, mais aussi vers le Caucase, le Proche-Orient, et les États de la rive sud de la Méditerranée. Ce faisant, l'auteur éclaire aussi les complexités des processus en jeu, dans la grande machinerie qui régit la construction européenne, la définition d'une politique étrangère commune, et sa mise en oeuvre. Au-delà des critères de convergence et des conditionnalités multiples, l'étude d'Elsa Tulmets passe en revue les instruments que requiert une telle politique de l'Union : plans d'action nationaux, cycles de négociations, accords de partenariat et d'assistance. Au total, l'Allemagne, sous gouvernement CDU ou SPD, et aujourd'hui sous une grande coalition, a poursuivi son ancrage multilatéral européen, tout en promouvant, en matière d'élargissement comme en matière de voisinage, des opérations «multi-bilatérales» qu'imposent des jeux à multiples acteurs. Il apparaît ainsi que «le multilatéralisme européen, qui avait à l'origine pour fonction de contraindre la volonté de puissance d'États souverains en les poussant à renoncer à certaines prérogatives nationales, semble aujourd'hui avoir développé d'autres vertus. Il représente désormais, certes encore timidement, une occasion pour les États membres d'ouvrir leur politique extérieure à d'autres domaines d'activité et à d'autres aires régionales, et d'enrichir ainsi les moyens de l'Union européenne de développer sa présence internationale». Est-ce cet optimisme mesuré qui pousse la nouvelle chancelière allemande Angela Merkel à vouloir relancer la machine européenne, bloquée, en son coeur historique, par le rejet du projet de Traité constitutionnel⁸?

Shangrila, maoïstes et démocratie : le cas népalais

- 10 Loin des plaines de Poméranie ou de la puszta hongroise, voici les sommets himalayens, les plus hauts du monde. Dans les années 1930, cette barrière inspire un mythe, celui de la vallée du Shangrila, lancé par un roman britannique à succès, qui donna naissance à l'un des tout premiers livres de poche. Anthropologue à la Maison française d'Oxford, Anne de Sales part de cet imaginaire occidental pour passer au crible, dans un double jeu de miroirs, la réalité du Népal, et ce que dit de l'ordre du monde ce petit royaume himayen. Comment une monarchie de droit divin doit concéder des réformes constitutionnelles, comment les souverains, à des décennies de distance, tentent de

disqualifier les partis politiques, comment surgit l'option révolutionnaire d'une guérilla maoïste marquant des points, et comment le peuple népalais, ces dernières semaines, prend la parole, contraint le roi à reculer, sans faire pour autant pleinement confiance ni aux partis, ni à la guérilla. Anne de Sales met ainsi en lumière le télescopage des temps politiques, quand autocratie royale, insurrection maoïste et Internet se rencontrent; la complexité des décevantes expériences démocratiques et les ruses de la dialectique mêlant communautarisme et nationalisme; ainsi que les leçons à tirer des errements d'une aide internationale, largement confisquée par les élites et longtemps ignorante des capacités des sociétés paysannes à gérer les ressources de milieux montagnards instables, quitte à trouver des ressources extérieures par le biais d'une forte émigration de travail. Le Népal n'est plus Shangrila. Il n'est pas devenu ce «conservatoire de la nature» dont certains experts étrangers rêvaient. Il n'est pas «exotique». Pays enclavé, le plus pauvre d'Asie du Sud, il manifeste comme tant d'autres la capacité des sociétés civiles à contourner l'État centralisé et dévalorisé, pour forger des stratégies économiques et environnementales assurant leur pérennité. Mais ce processus, qui opère une relative déconnexion entre l'instabilité des pouvoirs et le champ économique et social, ne nie pas pour autant les aspirations à un ordre politique plus efficace et plus équitable. C'est bien ce qu'ont dit, et en nombre impressionnant, les Népalaises et les Népalais ayant bravé, pendant des semaines, le couvre-feu royal, jusqu'à contraindre le souverain à céder.

NOTES

1. Georges Balandier, *L'Afrique ambiguë*, Paris, Plon, 1957, p. 236.
2. *Afrique plurielle, Afrique actuelle* est d'ailleurs le titre d'un ouvrage collectif publié en hommage à Georges Balandier, Paris, Karthala, 1986.
3. Kermal Devis et Jean-Michel Severino, «Afrique plurielle», *Jeune Afrique*, n°2343, décembre 2005.
4. Stephen Smith, *Négrologies, Pourquoi l'Afrique meurt*, Paris, Calmann-Lévy, 2003.
5. Dans un compte rendu de l'ouvrage *Afrique plurielle, Afrique actuelle*, cité plus haut, Bernard Hours s'interrogeait : «d'ambiguë, l'Afrique serait-elle simplement devenue plurielle parce que nous ne disposons pas aujourd'hui des instruments requis pour comprendre ses transformations?», *L'Homme*, vol. 28, n°106-107, 1988, p. 345.
6. Paulin P. Hountondji, *Africa Development/Afrique et développement*, vol. XXIX, n°1, 2004, pp. 95-106.
7. Thérèse Delpech, *L'Iran, la bombe et la démission des nations*, Éditions Autrement, Paris 2006. Jean-François Bayart, «Dissuader l'Iran?», *Le Monde*, 3 mai 2006.
8. Au croisement de la thématique de ce dossier et de la politique étrangère de l'Union européenne, signalons le colloque organisé à Prague en mars 2006 par le Centre français de recherche en sciences sociales et le Centre de développement de l'Institut de relations internationales de Prague, sur le thème : «l'Union européenne élargie et le développement de l'Afrique. Comment tenir les engagements du millénaire?» Le compte rendu est paru, disponible sur www.cefres.cz.